

Déclaration de la 7^{ème} édition du Forum des Peuples à Koulikoro - Mali

Le monde entier traverse depuis plusieurs décennies une crise économique et sociale d'une extrême gravité. Elle se caractérise par une offensive générale du capital financier international laquelle se traduit par la destruction systématique des conquêtes sociales des travailleurs, la militarisation des relations internationales, l'intensification des guerres, de conquête coloniale et de domination impérialiste (Irak, Afghanistan, Palestine), le chantage nucléaire, la criminalisation de l'immigration, la flambée des prix des hydrocarbures, la crise alimentaire, la poursuite effrénée des réformes meurtrières des Institutions Financières Internationales (FMI- BM-OMC), les privatisations anarchiques des secteurs vitaux de nos économies.

Malgré l'extrême gravité de la situation dans le monde, le G8, ce directoire mondial informel, illégitime et antidémocratique continue à faire des effets d'annonce et des promesses non tenues. En 2005, son engagement en faveur des pays pauvres a permis l'annulation d'un montant dérisoire de 39 milliards de dollars US alors que le Continent africain à lui seul devait 215 milliards de dollar US et l'Amérique Latine 723,6 milliards de dollar US. Pour la même période, le transfert net de capitaux du Sud vers le Nord était de 354 milliards de dollar US pendant que l'aide publique au développement se réduisait comme une peau de chagrin et que le montant de la dette culminait à 2800 milliards de dollars !

La Fao (organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture) a souligné en 2008 que la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement a chuté, passant de 17% en 1980 à 3% en 2006. Les Institutions Financières Internationales et Régionales ont baissé d'une manière drastique les ressources destinées à l'activité agricole qui est le moyen d'existence principal de 70% des pauvres dans le monde. Dans certains cas, le portefeuille de prêts à l'agriculture d'une institution est passé de 33% en 1979 à 1% en 2007 .

Alors que la grande majorité des populations dans le monde souffre de manque de nourriture, quelque 2,3 millions de tonnes de riz sont actuellement stockées par le Gouvernement japonais dans une dizaine d'immenses hangars réfrigérés et risquent d'être livrés aux animaux. En terme de maîtrise de l'eau, de construction d'infrastructure, de capacités de commercialisation, d'accroissement de la production végétale et de la réduction de la faim, la FAO précise qu'il faut un investissement de 25 milliards de dollars us par an.

Alors que le monde ne demande que 30 milliards de dollars par an pour relancer l'agriculture et éradiquer définitivement la faim, 1200 milliards de dollars us sont dépensés pour l'armement pendant que 862 millions de personnes meurent de faim dans le monde ! Quel scandale !

Nous participants de la 7^{ème} édition du Forum des Peuples tenue du 06 au 09 Juillet 2008 à Katibougou –Koulikoro ((Mali), considérant :

- L'endettement massif des Pays du Sud contrastant avec l'état de pauvreté généralisée des populations de ces pays ;
- La mise sous tutelle des économies des Etats du Sud par les privatisations et le contrôle des entreprises privatisées par les multinationales ;
- La volonté manifeste du contrôle de notre agriculture à travers l'imposition des OGM (Organismes génétiquement modifiés) par les firmes multinationales de semence ;

- L'imposition de la signature des Accords de Partenariat Economique (A. P.E.) entre l'Union Européenne et les Pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) par la division et la signature d'accords intérimaires avec certains pays africains ;
- Le pillage systématique organisé de nos ressources naturelles par les multinationales, propriétés du G8 et des pays émergents comme la Chine, avec la complicité affichée de nos Chefs d'Etat ;
- L'existence de la crise alimentaire artificiellement créée et entretenue par le système capitaliste néolibéral pour favoriser l'introduction des OGM et recourir permanemment à l'arme alimentaire comme politique de pression et de chantage ;
- L'absence totale de la société civile par rapport à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ;
- Le protectionnisme et les phobies de l'Europe qui impose d'une main des accords de libre commerce et de l'autre s'érige en forteresse assiégée, s'opposant à la libre circulation des populations du sud.

**Nous participants à la 7^e édition du forum des peuples de Koulikoro,
Exigeons ce qui suit :**

Auprès des Etats

- Le rejet des Accords de Partenariat Economique entre l'Union Européenne et les Pays ACP dans leurs formes actuelles
- Plus de transparence dans l'utilisation des recettes tirées de l'exploitation des ressources naturelles.
- La Mise en place de stratégies nationales de lutte contre la corruption
- Des démarches courageuses pour la promotion de l'agriculture paysanne (intrants, redevance d'eau, augmentation du budget de l'agriculture à hauteur de 10% du budget national)
- La prise de mesures courageuses contre les privatisations et pour l'extension des services publics, au Mali, particulièrement, l'arrêt du processus de privatisation de la CMDT et de l'Office du Niger. Rendre justice aux travailleurs licenciés de l'HUICOMA
- L'augmentation significative des budgets alloués à l'éducation et la santé.
- L'arrêt des politiques de privatisation massives de l'école.

Au niveau international

- La Révision des politiques commerciales prônant le libre échange, source d'inégalités et d'injustice et la promotion de politiques commerciales socialement justes et écologiquement durables
- L'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure des Pays du Tiers-monde
- La suppression pure et simple de la Banque Mondiale et du FMI et leur remplacement par la Banque du Sud instrument privilégié de coopération et de financement du développement sur des bases plus justes et équitables
- L'arrêt immédiat et sans condition des ingérences extérieures dans les affaires intérieures des Etats, et le respect strict du principe à l'autodétermination pour tous les peuples du monde
- L'arrêt des privatisations dans les pays du Sud, du contrôle des Entreprises par les multinationales protégées par l'Organisation mondiale du Commerce..
- L'Annulation de la directive retour dite « directive de la honte » de l'UE et la dénonciation le pacte européen pour l'exil de Nicolas Sarkozy ;
- La suppression du système FRONTEX, arsenal militaire pour protéger la forteresse européenne et arrêter les politiques répressives et racistes sur les migrations

A l'endroit des mouvements sociaux

- L'engagement sans faille des mouvements sociaux pour lutter contre la forme actuelle des Accords de Partenariat Economique
- La Sensibilisation de la population au changement de comportement de consommation en promouvant les produits locaux au profit des produits importés.
- La sensibilisation des populations aux enjeux des APE et la formation d'un front uni contre ces politiques libérales
- L'Encouragement des populations à s'approprier du contrôle citoyen de l'action publique

Fait à Koulikoro, le 09 Juillet 2008

LE FORUM